

# SYNTHESE DU DEBAT SUR L'ECOLE

## au collège ELSA TRIOLET à Champigny-sur-Marne

### Trois propositions pour l'école :

1. Faire davantage des collèges ZEP un outil du lien social, d'une part en l'ouvrant aux parents et aux jeunes en-dehors du temps scolaire (école ouverte mais pas maison pour tous), d'autre part en y ménageant une part accrue aux professionnels des savoir-faire techniques.

2. Transformer le Brevet des collèges en examen sommatif avec des options choisies parmi les matières existant actuellement afin de permettre à chacun de réaliser un parcours de réussite, avec une culture commune ( les élèves suivraient tous les cours indépendamment des options choisies) au sein du collège unique.

3. Tout en réaffirmant la laïcité de l'Ecole, enseigner les mécanismes des religions, plus particulièrement monothéistes, afin d'éviter confusions, préjugés et tabous ainsi qu'inégalité des chances face à la culture.

### **I / Question n°16 : quelles relations établir entre la communauté éducative, en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves ?**

#### Personnes présentes

Des parents, des membres d'associations de quartier, un représentant de la mairie, élèves, enseignants et aide-éducateur.

#### 1 / La place des parents

Le Bois l'Abbé concentre les difficultés sociales (forte population immigrée, taux de chômage important) ; le premier problème est donc de donner une vraie place aux parents dans l'école. Or ceux-ci évoquent leur peur et un sentiment de honte fréquent face à leur analphabétisme par exemple : ils franchissent l'enceinte du collège avec réticence. Néanmoins, ils revendiquent avec force leur rôle éducatif, leur responsabilité face à leurs enfants et la nécessité de leur transmettre des valeurs, au sein desquelles le respect occupe une place privilégiée.

De leur côté, les enseignants affirment leur souci d'accueillir les parents, d'en faire des partenaires.

Sont alors évoquées les initiatives possibles pour faire évoluer la situation . L'idée majeure qui les fédère est que l'école est un maillon du lien social ; elle ne doit donc pas s'isoler et apparaître comme une forteresse. Il serait donc souhaitable de :

- développer le concept d'école ouverte, c'est-à-dire permettre aux jeunes de participer à des activités dans l'école en-dehors du temps scolaire (soutien scolaire et activités culturelles). Les adultes qui les encadreraient seraient des enseignants, des aide-éducateurs mais aussi des parents.

- institutionnaliser les relations entre les associations et l'école, ne pas en rester au stade informel, coordonner les initiatives, en bref créer un véritable partenariat, d'autant plus que de nombreuses initiatives existent déjà sur Champigny.

-permettre aux parents qui le souhaitent d'assister à des cours au sein des classes lors d'une semaine spéciale ; en effet, les parents évoquent leur malaise à parler d'un univers qu'ils ne connaissent pas ; le but est donc de voir pour apprendre à connaître et en fin de compte n'avoir plus peur.

## **2 / La place des élèves**

Les parents insistent beaucoup sur la notion de respect que les jeunes doivent avoir envers les enseignants et les adultes en général. Ils soulignent le rôle d'accompagnement important qu'ils ont, relayés en cela par les enseignants.

Les parents se soucient toutefois des jeunes qui ne trouvent pas leur place dans le collège actuel et s'inquiètent de l'absence de solutions suffisantes pour les accompagner. Ils refusent le désengagement de l'Etat à ce niveau.

L'intervention d'un élève, délégué au conseil d'administration, permet de mesurer le décalage entre l'image donnée à l'extérieur du collège (mûre, engagée et respectueuse ) et le comportement effectif en classe (pas de travail sérieux et problèmes de comportement). Les collégiens ne sont plus de petits enfants , ce sont des adultes en formation et cette tension entre responsabilité et irresponsabilité l'exprime bien. D'où la nécessité :

- de les suivre, de les contraindre dans l'apprentissage de l'effort ( à ce sujet, les parents souhaitent vraiment être associés et entre autres prévenus au moindre problème ; d'ailleurs, nombre d'entre eux se déplacent quand le collège les appelle)
- de responsabiliser les jeunes à une petite échelle, au quotidien ( responsable du cahier d'appel, du tableau, ...)
- mais aussi de les inclure dans des projets citoyens comme le Conseil des Collégiens, mis en place à Champigny.

## **3 / La place des enseignants**

Tous les adultes présents soulignent la difficulté à élever des enfants, le consensus est total à ce sujet : les parents soutiennent les enseignants dans leur travail.

En revanche, est posée la question des remplacements lors des absences des professeurs. La lenteur de l'administration qui met quinze jours avant de réagir est vivement critiquée, de même que l'emploi de personnes non qualifiées. Face à la question de savoir si le personnel du collège doit gérer les absences en interne, les parents revendiquent avec force l'existence d'un volet de vrais remplaçants gérés à plus grande échelle. Ils refusent une diminution des moyens accordés à l'école : bien au contraire, l'école doit être une préoccupation majeure de l'Etat.

## **I / Question n°1 : quelles sont les valeurs de l'école et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?**

**Personnes présentes** : enseignants, infirmière, ATOSS, parents

L' introduction pose le problème de la nécessaire adaptation de l'Ecole à notre époque c'est-à-dire aux besoins de notre société actuelle, plus individualiste, consacrant du temps à l'épanouissement personnel et confrontée au défi de la mondialisation. La République définit des besoins et adapte l'Ecole en conséquence ; ce principe n'a pas changé, simplement les formes diffèrent.  
Le débat s'organise autour de mots-clés interrogés tour à tour.

### **1/ L'égalité des chances**

Quelle définition lui donner ? L'Ecole sert-elle encore d'ascenseur social ? Comment doit évoluer le collège ?

- La situation avant et après la politique des ZEP est très différente ; l'attribution de moyens supplémentaires aux zones défavorisées amène un bilan satisfaisant même si le problème de l'assistanat est posé : donner plus à ceux qui ont moins, oui, mais rendre compte de ce qui a été fait de ces moyens ou encore responsabiliser les individus quant à l'obtention de moyens supplémentaires permettrait davantage d'efficacité : plus on est assisté moins on a l'énergie de s'en sortir.

Le terme « égalité » est donc à considérer sous l'angle de l'équité.

-D'ailleurs, nous manquons d'outils de mesure de la réussite effective des élèves du secteur : à moins qu'ils ne reviennent fortuitement nous dire ce qu'ils sont devenus, nous n'avons, à l'heure actuelle, aucune idée de la pertinence de nos enseignements en terme de réussite au long terme. Et ce d'autant plus qu'aujourd'hui, les parcours ne sont plus linéaires.

-En outre, l'équité n'est pas seulement d'ordre financier. En effet, l'épanouissement de chacun ne passe pas forcément par l'université ni par la seule voie intellectuelle (élitiste). La réussite se mesure au nombre de personnes ayant obtenu un diplôme qualifiant et non au nombre de gens ayant fait des études universitaires. La question qui se pose est donc celle du seuil à partir duquel un individu est suffisamment formé pour assumer ses responsabilités de citoyen. A partir de quand peut-on dire que quelqu'un est apte à entrer dans la société ?

-Etre citoyen passe forcément par l'acquisition d'une solide culture et cette culture, chacun est en droit de la recevoir. Elle est à distinguer de la notion de métier : ce n'est pas parce qu'on exerce un métier manuel qu'on est dépourvu de culture ou pire encore, qu'on ne réfléchit pas.

- On parle beaucoup de capacités mais peut-être pas assez de désir, même si l'on est conscient qu'un individu en cours de formation doit à un moment faire le deuil de certains fantasmes pour entrer dans le réel.

### **2/ La voie professionnelle et technique**

- Elle est à redéfinir ; la France ne se donne pas les moyens d'en faire un parcours de réussite. Avant les années 80, il n'y avait pas cette obligation de se projeter dans des métiers « en gants blancs » ; les classes de lycée technique étaient plus chargées qu'aujourd'hui.

- la terminologie a besoin d'être dépoussiérée et les formations doivent donner une meilleure idée du type de métiers actuels sur lesquelles elles débouchent ( exemple de la chaudronnerie ).

- les enseignants sont en partie responsables du fait de leur méconnaissance de la voie professionnelle (due à leur propre parcours), d'expressions du type « orientation en voie professionnelle car pas de niveau suffisant pour une voie générale ». Ils relaient certains préjugés.

- le partenariat avec les entreprises est à repenser : les stages doivent être plus longs (deux mois) et constructifs : il faut pouvoir empêcher les dérives ( du type balayage de l'atelier) ; l'entreprise est-elle prête à jouer le jeu ? Mais il convient aussi d'éviter les discours réducteurs sur ces métiers vus comme voies de garage. Cela passe forcément par une reconnaissance de la pénibilité de certains métiers (comme maçon) en termes de carrière, temps de travail et rémunération.

De son côté, l'Ecole et plus particulièrement le collège, devrait ménager une vraie place aux professionnels, détenteurs de savoir-faire à transmettre.

- de toute façon, le technique coûte cher, c'est donc une question d'ambition et de volonté de la société.

### **3/ Le diplôme du Brevet des collèges**

- il n'est pas reconnu par le monde du travail et n'entre pas en jeu dans l'orientation en lycée : dans l'état actuel, il ne sert à rien, sauf à élaborer des statistiques.

- proposition : en faire un véritable examen, une évaluation normative, incluant un système d'options qui offrirait plusieurs stratégies de réussite.

Cela permettrait, d'une part de conserver le collège unique, l'ambition d'une culture commune et la valorisation par une certification de matières actuellement moins reconnues que d'autres ; d'autre part, le Brevet comme examen serait un puissant argument pour justifier nos enseignements et notre niveau d'exigence.

#### **4 / Les enseignements au collège**

Les savoirs sont-ils cohérents ? Comment donner du sens ?

- le savoir actuel est très émietté. La division de l'espace-temps le matérialise (une matière-une heure-une salle). Les jeunes eux-mêmes pratiquent le « zapping ».
- de plus, les programmes se chevauchent. Mais cet aspect est positif car il permet le réinvestissement et la multiplication des points de vue.
- un des rôles de l'Ecole nous semble donc être de donner aux élèves les moyens d'ordonner leurs connaissances, de leur inculquer des savoir-faire, de leur laisser du temps pour réfléchir (avec les programmes actuels, c'est difficile) , en somme de leur fournir des outils pour lire la complexité du monde d'aujourd'hui et faire jouer leur esprit critique.

#### **5/ La laïcité**

L'Ecole doit-elle accepter les marques d'appartenance et jusqu'où? L'Ecole peut-elle enseigner le fait religieux ? Pour l'enseigner, ne faut-il pas avoir la foi ?

- Nous n'insistons pas sur le problème du voile car il ne se pose pas vraiment dans notre quartier du fait d'une forte population africaine qui pratique un Islam moins radical que les arabes ; nous préférons élargir la question. (est évoqué le tabou de l'excision peu médiatisée et le fait qu'elle se distingue de l'Islam ; il s'agit d'une coutume à caractère initiatique.) Les problèmes de voile nous apparaissent surtout comme une recherche identitaire incomplète d'où l'importance d'enseigner les religions.

- Il convient, en préliminaire, de distinguer la foi des connaissances liées aux religions : la foi ne s'enseigne pas car c'est un sentiment ; éventuellement, elle se transmet aux enfants dans la sphère privée.

- Enseigner le fait religieux, c'est expliquer l'altérité et en ce sens permettre l'intégration de tous. Un individu ne peut pas imposer sa culture mais l'enseignement théologique serait bénéfique pour éviter les tabous.

- Toutefois, se contenter des programmes actuels paraît insuffisant à certains surtout aux professeurs de Lettres. En effet, beaucoup de textes littéraires majeurs nécessitent de solides connaissances et ne pas les enseigner en laissant ce type de savoir à l'initiative personnelle crée de l'inégalité des chances parce qu'elle génère de l'ignorance.

- Pour autant, il ne s'agit pas de revenir sur les acquis et de réintroduire l'Eglise à l'Ecole.

#### **6/ L'Ecole comme creuset national**

Actuellement, on observe une dilution du sentiment national, d'une part avec la mondialisation, d'autre part avec certaines tendances au repli communautaire. L'Ecole est-elle toujours un creuset national ?

En 6è, les élèves du quartier se vivent souvent comme non-français mais c'est une question qui s'estompe avec l'âge, preuve que l'Ecole, à ce niveau, joue son rôle intégrateur. Au collège, ils se construisent en tâchant de trouver un équilibre : « d'où je viens », « où je vais » et en définitive « qui je suis », « à quel groupe j'appartiens ». Aux yeux des parents, l'école doit davantage apprendre aux enfants à s'exprimer et à manier une langue commune.

Ainsi, se construire une identité et une appartenance supposent des valeurs communes. Les parents insistent sur le fait qu'il ne faut pas user d'un vocabulaire scolaire différent en ZEP sous prétexte que les enfants le comprendraient mieux. Est alors réaffirmé le souci d'enseigner une culture commune.

L'Ecole doit donc faire passer éducation et instruction avant tout.

#### **7. La mixité**

Les filles s'affirment mieux dans la mixité et ce jusque dans les cours d'EPS, même si l'on peut remarquer des comportements « soumis » de certaines d'entre elles.

Pour des raisons horaires, le débat s'arrête là.

